

### Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

La FSU étant intervenue dans les différentes instances à toutes les étapes de la présentation de cette *Carte des formations 2021*, on ne reviendra pas sur le détail des mesures que l'avis expose et analyse fort bien.

Au vu des mesures affichées pour la voie professionnelle publique on pourrait se dire que cette *Carte 2021* ne fait que passer une fois de plus à côté des principaux enjeux - qu'il s'agisse d'augmenter l'offre de formations en réponse, notamment, à la démographie sur le bassin rennais, ou qu'il s'agisse de diversifier les formations pour anticiper l'évolution des métiers et accompagner les transitions.

Mais aujourd'hui dans cette crise que nous connaissons qui éprouve très durement les jeunes, et spécialement les jeunes les plus modestes, ce constat d'échec prend une particulière gravité.

Malmenée par une nouvelle réforme mal pensée et sans moyens, la « voie pro » des lycées a été la grande oubliée de la « *continuité pédagogique* » au printemps dernier. Déjà peu favorisé-es, les jeunes des LP ont été de loin ceux qui ont eu le plus à souffrir de la difficulté à transposer certains enseignements sous forme dématérialisée ; aujourd'hui ce sont les plus exposé-es au risque du décrochage.

La période du confinement du printemps dernier a également eu un impact sur l'accompagnement des élèves et des familles dans l'élaboration des choix de formation, et le « *télé-service* » pour effectuer les vœux n'a rien arrangé. Or les augmentations de capacités annoncées en réponse à la crise ne concernent pas les formations *infra-Bac* des LP, et, faute de places, il n'est pas possible actuellement de répondre aux demandes de réorientations vers les 1<sup>ères</sup> Professionnelles. Et c'est sans compter les ruptures de contrats d'apprentissage ou les demandes de retours en formation dont on ne peut pas encore vraiment mesurer les variations du fait de la crise.

Mais au delà de ces circonstances particulières, on a affaire à une tendance lourde : le nombre de jeunes en âge scolaire n'ayant pas accès à une formation ne cesse d'augmenter en Bretagne, cela non seulement en Ille-et-Vilaine où près de 200 jeunes en âge scolaire étaient sans solution à l'été, mais désormais dans tous les départements.

Après des années de promotion de l'apprentissage et de communication intensive sur le « *rapprochement* » nécessaire des formations scolaires avec *l'alternance* - comme si les *Périodes de formations en milieu professionnel* (PFMP) n'étaient pas de l'alternance ! - le Ministère de l'Éducation semble avoir tiré un trait sur la voie professionnelle des lycées ; et peut-être même aussi sur les formations technologiques ! On le voit clairement illustré avec le Plan pour les formations et l'emploi des jeunes adopté en réponse à la crise : au delà du soutien financier aux entreprises pour l'embauche des jeunes, les contrats d'apprentissage et de professionnalisation, les priorités affichées par ce plan n'identifient jamais la voie professionnelle sous statut scolaire comme un levier à mobiliser.

Cet abandon de la « *voie pro* » des lycées est une erreur. C'est une erreur parce que tous les jeunes ne veulent pas de l'apprentissage, mais aussi - et cela les entrepreneurs le savent aussi bien que nous - parce que l'apprentissage, selon les secteurs d'activités, le niveau de diplôme, etc. ne vise pas non plus tous les jeunes. C'est une erreur aussi parce que l'apprentissage est soumis à l'activité économique et à ses aléas ; or les périodes de forte incertitude pourraient se multiplier à l'avenir. C'est une erreur enfin parce que les jeunes ont sans doute aujourd'hui un plus grand *besoin d'école* et d'un temps plus long à l'école pour faire l'expérience de leur liberté au contact de savoirs et de valeurs émancipatrices.

Il y a quatre ans, lors des débats préparatoires au *CPRDFOP 2017-2023*, la FSU avait amplement montré que le soutien massif à l'apprentissage comme le dogme de la « *complémentarité des réseaux* » contribuaient à invisibiliser la *voie pro* des LP publics et nuisaient finalement aux jeunes.

A la veille des travaux préparatoires du futur *CPRDFOP* et après les changements qui sont intervenus dans le champ de la formation, la FSU entend que la *voie pro* des lycées ne soit plus l'angle mort de la politique de formation de la Région. A cet égard, et sans préjuger de ses résultats, l'étude engagée par le CESER sur les parcours des bacheliers des lycées professionnels devrait apporter une contribution importante pour éclairer la Région sur le sujet.